



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Paris, le 7 mai 2013

Premier trimestre 2013

Bonne tenue de l'activité et des revenus dans les métiers cœur

Groupe Crédit Agricole* au 1^{er} trimestre 2013

RNPG hors réévaluation de dette et CVA/DVA : 1 287 m€

RNPG : 1 025 m€ (+18,7% - T1/T1)

Ratio Core Tier 1 : 11,0%

Ratio CET 1 (Full Bâle 3) : 9,6%**

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

** Selon les règles de la CRD4 telles qu'analysées par Crédit Agricole S.A. à fin mars 2013 et sans application de dispositions transitoires

Crédit Agricole S.A. au 1^{er} trimestre 2013

PNB des métiers : 4,8 mds€ (-9,0% T1/T1)

RNPG hors réévaluation de la dette et CVA/DVA : 726 m€

RNPG : 469 m€ (+50,8% T1/T1)

Ratio Core Tier 1

9,7% avant application transitoire du traitement des conglomérats financiers (+50 pb)

8,5% en application du régime transitoire

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 1287 millions d'euros au premier trimestre 2013, hors réévaluation de la dette et impact de la mise en application de la norme IFRS 13 (CVA/DVA.). Après prise en compte de ces éléments, il ressort à 1025 millions d'euros, à rapprocher d'un résultat de 863 millions d'euros au premier trimestre 2012 calculé sur un périmètre et selon des modalités comparables.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A. « Les résultats de ce premier trimestre 2013 illustrent la pertinence de notre modèle économique centré sur la banque universelle de proximité et la transformation du Groupe au service du financement de l'économie. »

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., « ces résultats confirment la large prépondérance des métiers liés à la banque de proximité, qui confèrent au Groupe un socle élevé de résultat récurrent : la banque

de proximité et les métiers de l'épargne et de l'assurance génèrent respectivement 78% et 85% des revenus et des résultats des métiers du Groupe ».

En termes de solvabilité, le ratio *Core Tier 1* s'établit à 11,0% au 31 mars 2013, enregistrant l'impact de la mise en place transitoire du traitement des participations dans les sociétés d'assurances dans l'attente de Bâle 3. Ce niveau est en ligne avec l'objectif de 10% en Bâle 3 « *fully loaded* » à fin 2013.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 6 mai 2013, a examiné les comptes du premier trimestre 2013

Le résultat net part du Groupe ressort à 726 millions d'euros avant réévaluation de la dette et impact de la mise en application de la norme IFRS 13 (CVA/DVA) ; après prise en compte de ces éléments, il est de 469 millions d'euros. Hormis ces éléments de volatilité imputables à l'application des normes comptables, le résultat publié ne donne pas lieu à événement exceptionnel.

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., le résultat publié est le reflet, dans un contexte économique médiocre, d'une bonne tenue de l'activité et des revenus dans les métiers cœur du Groupe, d'un coût du risque toujours modéré et d'une baisse graduelle des charges.

L'activité commerciale en banque de proximité a été soutenue, avec des encours de collecte bilan et de crédits dans l'ensemble des réseaux de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et réseaux à l'étranger) progressant respectivement de +5,5% et de +0,5% par rapport au premier trimestre 2012. Par ailleurs, les métiers de l'épargne (Amundi et banque privée) et de l'assurance ont enregistré une activité soutenue en réalisant une collecte nette de plus de 14 milliards d'euros sur le trimestre, gagnant des parts de marché, tant dans la gestion d'actifs que dans l'assurance-vie. L'ensemble de ces métiers enregistre une légère hausse de leur produit net bancaire (+15 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2012).

Les métiers de crédit à la consommation et de banque de financement et d'investissement ont connu une baisse de leurs revenus par rapport au premier trimestre 2012 marqué par le plan d'adaptation allant jusqu'à décembre 2012. Depuis, la réduction pilotée de leur activité et un contexte de marchés des produits de taux moins porteur qu'au premier trimestre 2012 ont pesé sur les revenus du premier trimestre 2013.

Le coût du risque reste globalement modéré : il s'établit à 68 points de base sur encours, en données annualisées, niveau dans la lignée des deuxième et troisième trimestres 2012 (respectivement 64 et 60 points de base) mais inférieur aux premier et quatrième trimestres 2012 qui avaient enregistré des dotations plus élevées sur Agos Ducato. Au premier trimestre 2013, le provisionnement dans cette filiale de crédit à la consommation est revenu à un niveau conforme aux attentes pour 2013 (232 millions d'euros). Dans la banque de proximité, l'évolution du coût du risque est également celle qui était attendue en 2013, tant chez LCL (37 points de base contre 34 au premier trimestre 2012) que chez Cariparma où il est stable par rapport au dernier trimestre 2012. Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste très modéré (28 points de base), la dotation nette portant en outre principalement sur les provisions collectives.

Les charges d'exploitation sont en baisse par rapport au premier trimestre 2012 ; cette tendance est d'autant plus notable que les taxes ont augmenté d'un trimestre sur l'autre de 25 millions d'euros. La baisse organique sur le trimestre est de 125 millions d'euros, soit -4,2 % de la base de coûts du trimestre, les principaux métiers contributeurs à cette évolution étant les Services financiers spécialisés et la Banque de financement et d'investissement qui ont vu leurs effectifs baisser respectivement de 5% et de 11%, conformément aux orientations du plan d'adaptation. La tendance à la baisse des charges va se poursuivre avec l'avancement progressif du programme MUST qui vise à réduire d'ici 2016 les charges d'exploitation de Crédit Agricole S.A. de 650 millions d'euros en optimisant principalement trois domaines, l'informatique, les achats et l'immobilier.

En matière de solvabilité, Crédit Agricole S.A. a poursuivi le renforcement intrinsèque de ses ratios. Ainsi, la déconsolidation effective ce trimestre d'Emporiki permettait, toutes choses égales par ailleurs, d'atteindre un ratio *Core tier 1* à fin mars 2013 en hausse de 0,5% par rapport à fin décembre 2012. Cependant, en 2013, une réglementation transitoire des conglomérats financiers est appliquée dans l'attente de Bâle 3. L'impact de cette réglementation est de 113pb sur le ratio *Core tier 1*, qui passe ainsi à 8,5%. Ce taux constitue un point bas avant l'extension du Switch, telle qu'annoncée lors de la présentation des résultats annuels 2012, et l'application de Bâle 3 à partir de 2014.

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole continue de se renforcer. Le bilan cash bancaire du Groupe s'élève à 1 048 milliards d'euros au 31 mars 2013 et l'excédent des ressources stables sur emplois stables est de 48 milliards d'euros à la fin du premier trimestre. Les réserves de liquidité couvrent largement (165%) les ressources de marché court terme. Par ailleurs, à fin mars 2013, Crédit Agricole S.A. a réalisé 45% de son programme annuel d'émissions à moyen-long terme sur les marchés, fixé à 12 milliards d'euros. En outre, les émissions placées via les réseaux de proximité du Groupe et les financements complémentaires réalisés par les filiales spécialisées s'élèvent, au premier trimestre, à 4 milliards d'euros.

Responsabilité sociale et environnementale : faits nouveaux

Le groupe Crédit Agricole, 1^{er} recruteur du secteur bancaire, fait de la parité hommes-femmes un engagement majeur. À cet effet, le Grand Prix Étudiantes Crédit Agricole Louise Tallerie, du nom de la première femme directrice générale de Caisse régionale de Crédit Agricole en 1921, a été lancé en février. Favoriser l'émergence de cadres dirigeantes, bousculer les idées reçues, stimuler la créativité et impliquer les collaborateurs du Groupe, tels sont les objectifs de ce Grand Prix. Sur 400 participantes, 80 étudiantes ont été sélectionnées pour la finale et imaginer un projet innovant portant sur l'un des axes stratégiques du Groupe : agriculture et agroalimentaire ; logement ; santé et vieillissement ; économie de l'énergie et de l'environnement.

Les lauréates ont remporté un *mentoring* d'un an par un dirigeant du Groupe, des propositions de stage ou d'alternance, ainsi qu'une dotation de 3 000 euros par étudiante.

Pour la cinquième année consécutive, le Groupe Cariparma a reçu le prix Top Employeurs Italie. Ce prix est fondé sur l'étude de l'Institut de recherche hollandais CRF, et récompense les entreprises italiennes leaders dans la gestion des « talents d'entreprise ». L'Institut CRF prend en considération les cinq paramètres de base dans la gestion des ressources humaines : les rémunérations, les conditions de travail et les avantages, la culture d'entreprise, la formation, les parcours de carrière. L'évaluation Top Employeurs a en particulier distingué la culture, le respect de la diversité et les engagements sociaux durables comme points d'excellence du Groupe Cariparma.

Agenda financier

23 mai 2013	Assemblée générale
6 août 2013	Publication des résultats du deuxième trimestre 2013
7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12*	Variation T1/T1
Produit net bancaire	3 853	5 219	(26,2%)
Charges d'exploitation	(2 879)	(2 984)	(3,5%)
Résultat brut d'exploitation	974	2 235	(56,5%)
Coût du risque	(765)	(943)	(18,9%)
Résultat d'exploitation	209	1 292	(83,9%)
Sociétés mises en équivalence	347	415	(16,2%)
Gains/pertes sur autres actifs	20	(5)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôt	576	1 702	(66,2%)
Impôt	(26)	(471)	(94,5%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	6	(907)	ns
Résultat net	556	324	+71,6%
Intérêts minoritaires	87	13	x6,8
Résultat net part du Groupe	469	311	+50,7%

* T1-12 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.

Le **produit net bancaire** atteint 3 853 millions d'euros au premier trimestre 2013 ; retraité de la réévaluation de la dette et du day 1 CVA/DVA, il s'élève à 4 260 millions d'euros, montant qui, pour être comparé à celui du premier trimestre 2012, doit tenir compte d'un gain de 864 millions d'euros au titre de l'opération de rachat de dette hybride réalisé en 2012. L'analyse de l'évolution du produit net bancaire des métiers fait apparaître une baisse de celui-ci de 471 millions d'euros (soit -9,0%), le produit net bancaire des métiers de banque de proximité et d'épargne, retraité de facteurs spécifiques tels que plus-values ou reprises de provisions, est en légère hausse (+15 millions d'euros), démontrant une bonne tenue de l'activité de ces métiers et leur résilience. Les revenus des métiers de financements spécialisés (-96 millions d'euros) et de banque de financement et d'investissement (-228 millions d'euros) traduisent l'impact de la baisse de leur activité telle qu'elle était pilotée dans le plan d'adaptation ; s'y ajoute pour la banque de financement et d'investissement un contexte de marché de produits de taux beaucoup moins porteur qu'au premier trimestre 2012.

Les charges d'exploitation à 2 879 millions d'euros sont en baisse par rapport au premier trimestre 2012 ; cette tendance est d'autant plus notable que les taxes ont augmenté d'un trimestre sur l'autre de 25 millions d'euros. La baisse organique sur le trimestre est de 125 millions d'euros, soit - 4,2% de la base de coûts du trimestre, les principaux métiers contributeurs à cette évolution étant les Services financiers spécialisés et la Banque de financement et d'investissement qui ont vu leurs effectifs baisser respectivement de 5% et de 11%, conformément aux orientations du plan d'adaptation.

Le coût du risque reste globalement modéré : à 765 millions d'euros, il est en baisse de 18,9% par rapport au premier trimestre 2012. Il s'établit à 68 points de base sur encours, en données annualisées, niveau dans la ligne des deuxième et troisième trimestres 2012 (respectivement 64 et 60 points de base) mais inférieur aux premier et quatrième trimestres 2012 qui avaient enregistré des dotations plus élevées sur Agos Ducato. Au premier trimestre 2013, le provisionnement dans cette filiale de crédit à la consommation s'établit à 232 millions d'euros. Dans la

banque de proximité, l'évolution du coût du risque est également celle qui était attendue, tant chez LCL (37 points de base contre 34 au premier trimestre 2012) que chez Cariparma où il est stable par rapport au dernier trimestre 2012. Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste très modéré (28 points de base), la dotation nette portant en outre principalement sur les provisions collectives.

L'encours des créances dépréciées¹ atteint 16,4 milliards d'euros et représente 3,6% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 3,2% au 31 mars 2012 (données hors Emporiki, Cheuvreux et CLSA). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 57,4%, à comparer à un taux retraité de 57,8% au 31 mars 2012. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 74,9%.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 347 millions d'euros, correspondant essentiellement à la contribution des Caisses régionales.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le premier trimestre 2013 un profit de 469 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette et du day 1 CVA/DVA, le résultat ressort à 726 millions d'euros, à comparer à un résultat retraité de la réévaluation de la dette de 327 millions d'euros au premier trimestre 2012.

LA SOLVABILITE

En matière de solvabilité, Crédit Agricole S.A. a poursuivi, au premier trimestre 2013, le renforcement intrinsèque de ses ratios. Ainsi, la déconsolidation effective ce trimestre d'Emporiki (-15,5 milliards d'euros d'emplois pondérés) permet une hausse de 0,5% par rapport à fin décembre 2012.

Cependant, en 2013, une réglementation transitoire relative au traitement des conglomérats financiers est appliquée dans l'attente de Bâle 3. Les titres détenus sur des sociétés d'assurances, auparavant déduits des fonds propres globaux, sont maintenant pondérés au dénominateur et traités comme une exposition actions (pondération de 370%). L'impact de cette réglementation est de 113 points de base sur le ratio *Core tier 1*, qui passe ainsi à 8,5%. Ce taux constitue un point bas avant l'extension du Switch, telle qu'annoncée lors de la présentation des résultats annuels 2012, et l'application des règles prévues par la CRD4 (Bâle 3) à partir de 2014.

Le ratio global s'établit à 15,1% à fin mars 2013, à comparer à 13,2% à fin décembre 2012 et à 13,9% à fin mars 2012.

LA LIQUIDITE

Le bilan cash bancaire du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 048 milliards d'euros à fin mars 2013.

L'endettement court terme, correspondant à l'encours de dettes d'une durée maximale de 369 jours levées par le Groupe auprès de contreparties de marché (hors le net des opérations de *repos* et *reverse repos* et hors opérations de refinancement Banques Centrales), s'élève à 139 milliards d'euros au 31 mars 2013. Totalisant 178 milliards d'euros, l'ensemble des ressources court terme augmente de 7 milliards d'euros au cours du premier trimestre, tandis que les actifs liquides au bilan atteignent 226 milliards d'euros, en hausse de 8 milliards d'euros sur le trimestre.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables au 31 mars 2013 s'élève à 48 milliards d'euros, en légère hausse par rapport au 31 décembre 2013. Les ressources stables, constituées des ressources de marché long terme, des ressources liées à l'activité clientèle et des capitaux propres (et assimilés), sont de 870 milliards d'euros. Elles augmentent de 9 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent. Les besoins de financement de l'activité clientèle (de négoce), pour leur part, augmentent de 8 milliards d'euros sur le trimestre, atteignant 822 milliards d'euros.

¹hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

Les réserves après décote s'élèvent à 229 milliards d'euros au 31 mars 2013 ; leur niveau reste stable par rapport au 31 décembre 2012 (230 milliards d'euros). Elles couvrent largement les ressources de marché court terme (165%). Les réserves disponibles après décote se composent de titres liquéfiables sur le marché et éligibles au refinancement Banques Centrales totalisant 114 milliards d'euros, de dépôts Banques Centrales (hors caisse et réserves obligatoires) d'un montant de 53 milliards d'euros, et de créances éligibles au refinancement Banques Centrales pour 62 milliards d'euros.

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a levé 5,4 milliards d'euros depuis le 1er janvier 2013, réalisant ainsi 45% de son programme de refinancement moyen-long terme de marché 2013. Les réseaux de proximité et les filiales spécialisées ont également levé 4 milliards d'euros au cours du premier trimestre 2013.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

Le pôle Banque de proximité en France a bien résisté au premier trimestre 2013. L'activité des réseaux est restée dynamique avec un encours de collecte bilan qui atteint 416,2 milliards d'euros au 31 mars 2013, en hausse de 5,4% sur un an. Cette bonne performance est marquée par la progression des livrets qui ont enregistré une collecte de 11,6% sur un an dont 3,4% pour le seul premier trimestre 2013. Cette forte progression de l'épargne de bilan est également portée par la hausse des comptes et dépôts à terme qui progressent de 8,3% par rapport au 31 mars 2012. Parallèlement, la collecte hors bilan a poursuivi son redressement et progresse de 1,3% sur un an, bénéficiant d'un effet marché positif et d'un regain d'intérêt pour l'assurance-vie. L'encours s'établit à 318,1 milliards d'euros au 31 mars 2013.

Les crédits progressent de 0,4% par rapport au 31 mars 2012 après +1,4% sur l'année 2012. Ils atteignent ainsi 483,1 milliards d'euros au 31 mars 2013.

Le ratio crédit/collecte s'établit à 124% au 31 mars 2013, niveau comparable au 31 décembre 2012 et en progression de trois points par rapport au 31 mars 2012.

La contribution opérationnelle des Caisses régionales s'élève à 367 millions d'euros au premier trimestre 2013 en baisse de 1,4% par rapport au premier trimestre 2012 qui s'établissait à 372 millions d'euros. La contribution du trimestre est ramenée à 343 millions d'euros après la dépréciation des titres Sacam International (-12 millions d'euros, complément aux dotations passées au quatrième trimestre 2012) et la comptabilisation de la provision épargne logement.

La contribution de LCL, à 172 millions d'euros, recule de 15,4% au premier trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Après neutralisation de la provision épargne logement et de la reprise de provision sur l'amende image chèque (EIC) constatée au premier trimestre 2012, cette baisse est ramenée à 2,0%.

Au total, le pôle affiche un résultat net part du Groupe opérationnel de 547 millions d'euros au premier trimestre 2013, en baisse de 2,8% par rapport au 31 mars 2012. Hors impacts provision épargne logement, dépréciation des titres Sacam International et amende EIC, le résultat net part du Groupe du pôle baisse de 1,6% par rapport au premier trimestre 2012.

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

<i>(en millions d'euros)</i>	T1-13	T1-12	Variation T1/T1
Produit net bancaire	3 527	3 419	+3,2%*
Charges d'exploitation	(1 866)	(1 833)	+1,8%
Coût du risque	(404)	(333)	+21,4%
Résultat d'exploitation	1 257	1 253	+0,3%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>52,9%</i>	<i>53,6%</i>	<i>(0,7 pt)</i>
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	214	227	(5,7%)
Variation de quote-part dans les réserves	129	145	(11,2%)
Résultat net part du Groupe (à environ 25%)	343	372	(7,7%)

* +6,6% T1/T1 avant dép. des titres Sacam International (-45 m€ en PNB) et provision épargne logement

Au premier trimestre 2013, les Caisses régionales ont poursuivi leur stratégie de développement équilibré sur l'ensemble de leurs domaines d'activités.

La collecte d'épargne continue ainsi de croître à un rythme soutenu, avec une progression des encours de 3,4% sur un an à 575,3 milliards d'euros. Cette croissance est portée par la collecte bilan dont les encours s'élèvent à 334,3 milliards d'euros à fin mars 2013, en progression de 5,3% sur un an. La hausse de la collecte bilan provient notamment des comptes et dépôts à terme (+7,0%) et des livrets (+12,5%), principalement réglementés (Livrets A et LDD). Ces derniers enregistrent ainsi une collecte de 15,9 milliards d'euros sur un an dont 3,2 milliards d'euros sur le premier trimestre 2013, soit une progression des encours de 34,3% par rapport à fin mars 2012. Parallèlement, les Caisses régionales ont maintenu une bonne dynamique sur la collecte hors bilan qui s'élève à 241,0 milliards d'euros à fin mars 2013, en hausse de 1,0% sur un an. Cette performance est essentiellement portée par l'assurance-vie dont les encours progressent de 2,7% sur un an.

Les encours de crédit sont, quant à eux, en hausse limitée de 0,1% par rapport au 31 mars 2012 à 394,1 milliards d'euros au 31 mars 2013, conséquence d'un ralentissement marqué de la demande dans un contexte économique incertain. La progression des encours de crédits à l'habitat ralentit à 1,5% après une progression de 2,2% sur l'année 2012.

Le ratio crédit/collecte s'établit à 126% à fin mars 2013, niveau comparable à celui de fin décembre 2012 et en amélioration de 3 points par rapport au 31 mars 2012, malgré l'accroissement des encours de livrets réglementés centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3 527 millions d'euros pour le premier trimestre 2013, en hausse de 3,2% par rapport au premier trimestre 2012. Cette hausse s'explique par le dynamisme de l'activité de collecte, l'amélioration des conditions de refinancement et la progression des revenus des activités d'assurance.

Les charges du premier trimestre 2013 sont en hausse contenue de 1,8% par rapport au premier trimestre 2012. Cette hausse intègre les nouvelles taxes votées en 2012 dans le cadre de la Loi de finance rectificative et la Loi de Financement de la Sécurité Sociale et qui ont commencé à impacter les résultats des Caisses régionales à compter du deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque sur le premier trimestre 2013 s'établit à 404 millions d'euros, en hausse de 21,4% par rapport au premier trimestre 2012 dont le niveau était particulièrement bas. Rapporté aux encours de crédits, le coût du risque progresse de 6 points de base entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013. Cette progression du coût du risque est concentrée dans un nombre limité de Caisses régionales et sur quelques dossiers. Le taux de créances dépréciées à 2,5% progresse de 10 points de base sur un an, en particulier sur les entreprises, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste à un niveau élevé à 106,7% à fin mars 2013.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 1 257 millions d'euros pour le premier trimestre 2013 en hausse de 0,3% par rapport au premier trimestre 2012, le dynamisme des revenus d'exploitation permettant de faire face à l'accroissement du coût du risque.

Ainsi, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 343 millions d'euros au premier trimestre 2013, en recul de 7,7% par rapport au premier trimestre 2012. En excluant les effets négatifs de la dépréciation des titres Sacam International et de la provision épargne logement, elle s'élève à 367 millions d'euros, en baisse limitée de 1,4% par rapport au premier trimestre 2012.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12	Variation T1/T1
Produit net bancaire	975	1 012	(3,7%)
Charges d'exploitation	(613)	(616)	(0,5%)
Résultat brut d'exploitation	362	396	(8,6%)
Coût du risque	(89)	(78)	14,0%
Résultat d'exploitation	273	318	(14,2%)
Sociétés mises en équivalence	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	(1)	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôt	278	317	(12,0%)
Impôt	(97)	(102)	(5,0%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-
Résultat net	181	215	(15,4%)
Intérêts minoritaires	9	11	(15,1%)
Résultat net part du Groupe	172	204	(15,4%)

Le premier trimestre 2013 s'inscrit dans le prolongement des tendances qui ont marqué l'année 2012, associant la hausse de la collecte et un développement maîtrisé des crédits.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources ont progressé de 4,2% sur un an pour atteindre 159 milliards d'euros. Les encours de collecte de bilan affichent une progression de 6,0% par rapport à fin mars 2012, imputable essentiellement aux livrets pour 8,5%. Les encours de collecte hors bilan, pour leur part, augmentent de 2,3% sur un an, notamment grâce à une collecte très dynamique sur l'assurance-vie (+7,3% sur an).

Les encours de crédit progressent de 1,8% sur un an, pour atteindre 89,0 milliards d'euros à fin mars 2013. Cette évolution est portée notamment par la hausse des crédits à l'habitat (+2,8% entre mars 2012 et mars 2013).

Le ratio crédit/collecte de LCL s'améliore ainsi légèrement atteignant 115% à fin mars 2013 contre 116% constaté à fin mars 2012, niveau similaire à celui de fin décembre 2012.

Le produit net bancaire enregistre une baisse de 3,7% au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012. Contrairement au premier trimestre 2012, il n'inclut pas de produits significatifs sur rachats de titres subordonnés. Cependant, la marge d'intermédiation connaît une évolution favorable.

Hors impact de l'épargne logement sur ces deux trimestres et la reprise de provision EIC constatée au premier trimestre 2012, la baisse est ramenée à 0,4%.

Les frais généraux restent maîtrisés et enregistrent une baisse de 0,5% par rapport au premier trimestre 2012. Après retraitement des provisions épargne-logement et de la reprise de provision EIC, le coefficient d'exploitation se maintient à un niveau stable par rapport au premier trimestre 2012, soit 62,1%.

Le coût du risque augmente de 14,0% par rapport au premier trimestre 2012. Rapporté aux encours de crédit, il progresse de 3 points de base par rapport au premier trimestre 2012. Le taux de créances dépréciées s'élève à 2,5% des encours à fin mars 2013, contre 2,4% à fin mars 2012 et décembre 2012. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 73,8% à fin mars 2013.

Au total, le résultat d'exploitation diminue de 8,6% et le résultat net part du Groupe s'établit à 172 millions d'euros, en diminution de 15,4% par rapport au premier trimestre 2012. Hors épargne logement et impact de la reprise de provision EIC constatée au premier trimestre 2012, le résultat net part du Groupe de 2,0% par rapport au premier trimestre 2012.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 28 millions d'euros au premier trimestre 2013 à comparer à une perte de 829 millions d'euros au premier trimestre 2012 : celui-ci intégrait la filiale grecque Emporiki dont la cession a été finalisée au 1^{er} février 2013.

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12*	Variation T1/T1
Produit net bancaire	595	593	+0,2%
Charges d'exploitation	(386)	(392)	(1,6%)
Résultat brut d'exploitation	209	201	+3,5%
Coût du risque	(197)	(117)	+67,2%
Résultat d'exploitation	12	84	(85,8%)
Sociétés mises en équivalence	-	24	(98,3%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	17	2	x7,7
Résultat avant impôts	29	110	(73,4%)
Impôt	(1)	(42)	(97,6%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	3	(904)	ns
Résultat net	31	(836)	ns
Intérêts minoritaires	3	(7)	ns
Résultat net part du Groupe	28	(829)	ns

* Retraité du passage d'Emporiki en IFRS 5

En Italie, dans un environnement dégradé, Cariparma affiche une bonne dynamique commerciale et maintient une efficacité opérationnelle satisfaisante.

A fin mars 2013, grâce à l'action commerciale des réseaux, la progression de la collecte bilan reste stable. Elle est essentiellement concentrée sur les segments des professionnels et des PME et atteint 35,8 milliards d'euros à fin mars 2013. Parallèlement, dans un marché en repli, les encours de crédits baissent de 2,0%.

En termes de résultat, le produit net bancaire recule de 3,3% au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012. Les marges à la production reprennent et les revenus de commissions sont stables. Parallèlement, les charges baissent de 2,8% sur la même période, reflétant la baisse de 283 ETP entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013, ainsi que les effets de la révision des processus et de l'organisation de Cariparma. Le coût du risque s'établit à 105 millions d'euros, en hausse de 44,2% entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013, mais en baisse de 15,5% par rapport au quatrième trimestre 2012. Ce montant n'inclut pas l'impact sur les comptes locaux en 2012 de la revue effectuée par la Banque d'Italie sur l'ensemble des banques italiennes, qui est conforme aux attentes. Cet impact est de 39 millions d'euros en coût du risque, provisionné à hauteur de 35 millions d'euros dans le pôle Activités hors métiers de Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre 2012. Le taux de créances

douteuses de Cariparma est de 9,1% au premier trimestre 2013 ; ces créances sont couvertes à hauteur de 45,5% y compris les provisions collectives.

La contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe s'élève à 28 millions d'euros retraité de la provision Banque d'Italie, en baisse de 9,8% au premier trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012.

La contribution du groupe Cariparma, y compris Calit, s'élève à 38 millions d'euros.

3. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Le pôle SFS renoue avec les bénéfices au premier trimestre 2013, avec un résultat net part du Groupe de +20 millions d'euros contre -28 millions au premier trimestre 2012. Dans un contexte économique médiocre, les volumes d'activité sont restés contraints dans le cadre du plan d'adaptation. Le produit net bancaire enregistre ainsi une baisse de 10,4% par rapport au premier trimestre 2012. Pour leur part, les charges sont en recul de 5,8%, bénéficiant des premiers impacts du plan d'adaptation. Enfin, le coût du risque est en baisse sensible, bien qu'à un niveau encore élevé, reflétant essentiellement la situation d'Agos en Italie.

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12	Variation T1/T1
Produit net bancaire	825	921	(10,4%)
Charges d'exploitation	(386)	(410)	(5,8%)
Résultat brut d'exploitation	439	511	(14,1%)
Coût du risque	(430)	(625)	(31,1%)
Résultat d'exploitation	9	(114)	ns
Sociétés mises en équivalence	6	5	+43,2%
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
Résultat avant impôt	15	(109)	ns
Impôt	(15)	(3)	ns
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	ns
Résultat net	0	(112)	ns
Intérêts minoritaires	(20)	(84)	(76,2%)
Résultat net part du Groupe	20	(28)	ns

Le métier **Crédit à la consommation** opère dans la droite ligne des trimestres précédents, marqués par le pilotage du ralentissement de l'activité et de la consommation de liquidité, sous l'effet combiné du ralentissement du marché du crédit à la consommation et des mesures prises dans le cadre du plan d'adaptation. Les encours consolidés de CACF reculent ainsi de 7,7% sur un an mais sont en voie de stabilisation avec une baisse de 0,3% seulement depuis le 31 décembre 2012. Ils ressortent à 47,1 milliards d'euros au 31 mars 2013 contre 47,6 milliards au 31 décembre 2012 et 51 milliards au 31 mars 2012. La réduction volontaire des encours d'Agos Ducato atteint 1,4 milliard d'euros sur un an. Au 31 mars 2013, les encours commerciaux sont en réduction de 0,4 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Les encours gérés s'établissent à 73 milliards d'euros au 31 mars 2013. Leur répartition géographique est inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38% des encours localisés en France, 34% en Italie et 28% dans les autres pays.

Après sept trimestres de baisse, le produit net bancaire de CACF enregistre une remontée : il progresse de 2,2% par rapport au dernier trimestre 2012, grâce à l'amélioration des marges. Les charges d'exploitation bénéficient des premières économies de coûts liées au plan d'adaptation et diminuent de 5,8% par rapport au premier trimestre 2012.

Le coût du risque reste maîtrisé en dehors de l'Italie, à 140 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos au premier trimestre 2013, contre 137 points de base au quatrième trimestre 2012. Le coût du risque d'Agos est en forte baisse après le complément de provisions passé au quatrième trimestre : il s'établit ainsi à 232 millions d'euros soit 195 points de base au premier trimestre 2013, contre 416 millions d'euros et 341 points de base au quatrième trimestre 2012.

Le résultat net part du Groupe de CACF redevient bénéficiaire, et ressort à +8,5 millions d'euros

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** poursuivent leur ajustement au plan d'adaptation avec une baisse globale des volumes, partiellement compensée par un niveau élevé de marges. En crédit-bail, l'encours ressort à 16,4 milliards d'euros au 31 mars 2013 contre 17,9 milliards au 31 mars 2012. Dans le métier de l'**affacturage**, le chiffre d'affaires factoré est en recul de 3% à 13,6 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2012, avec une baisse équivalente en France et à l'international. Par rapport au premier trimestre 2012, le produit net bancaire affiche une diminution de 5,8%, identique à celle des charges d'exploitation.

4. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 31 mars 2013, les encours gérés du pôle progressent de 25,0 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012, avec une collecte nette positive pour l'ensemble des métiers de 14,2 milliards d'euros dont 11,1 milliards pour Amundi, 2,2 milliards pour l'assurance-vie et 0,9 milliard pour la banque privée. Outre les bonnes performances commerciales, le pôle enregistre un effet marché et change positif de 10,8 milliards d'euros. L'encours global s'élève ainsi à 1 109,4 milliards d'euros au 31 mars 2013, en hausse de 2,3% sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe du pôle atteint 403 millions d'euros au premier trimestre 2013, en baisse de 11,5% par rapport au premier trimestre 2012 qui intégrait en produit net bancaire une plus-value de cession dans la gestion d'actifs de 60 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12	Variation T1/T1
Produit net bancaire	1 275	1 387	(8,0%)
Charges d'exploitation	(609)	(588)	+3,7%
Résultat brut d'exploitation	666	799	(16,7%)
Coût du risque	(1)	(51)	ns
Résultat d'exploitation	665	748	(11,1%)
Sociétés mises en équivalence	6	2	x 3,8
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
Résultat avant impôt	671	750	(10,4%)
Impôt	(228)	(241)	(5,1%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	
Résultat net	443	509	(13,0%)
Intérêts minoritaires	40	54	(25,4%)
Résultat net part du Groupe	403	455	(11,5%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi affiche un très bon niveau d'activité avec 11,1 milliards d'euros de collecte sur le trimestre, se positionnant ainsi numéro 1 de la collecte en Europe¹. Cette très bonne performance lui permet de renforcer ses parts de marché, notamment en France, où elles progressent ainsi de 2 points par rapport au 31 décembre 2011 et s'élèvent à 26,7%² au 31 mars 2013. Ce bon niveau de collecte est porté par la clientèle institutionnels (+10,7 milliards d'euros) et corporates (+2,8 milliards d'euros). Elle concerne toutes les classes d'actifs, hormis les produits structurés. En revanche, la décollecte se poursuit au sein des réseaux, s'élevant à -2,4 milliards d'euros pour ce trimestre. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à 7,7 milliards d'euros sur le trimestre portant ainsi les actifs sous gestion à 746,2 milliards d'euros à fin mars 2013. Ils progressent de 2,6% par rapport au 31 décembre 2012 et de 8,3% sur un an. Enfin, Amundi poursuit sa stratégie de renforcement de sa présence à l'international avec des ouvertures à Taïwan et en Suède.

¹ Source : Lipper FMI FundFile – données au 28 février 2013, fonds ouverts domiciliés en Europe hors mandats et dédiés

² Source : Europerformance – données au 31 mars 2013, fonds ouverts domiciliés en France hors mandats et dédiés

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12	Variation T1/T1
Produit net bancaire	350	420	(16,7%)
Charges d'exploitation	(192)	(187)	+2,5%
Résultat brut d'exploitation	158	233	(32,2%)
Impôt	(57)	(77)	(26,2%)
Résultat net de l'exercice	108	158	(31,5%)
Résultat net part du Groupe	79	116	(31,7%)

Au premier trimestre 2013, Amundi a maintenu ses résultats à un niveau élevé. Son résultat net s'affiche à 108 millions d'euros, le résultat net part du Groupe s'élevant, quant à lui, à 79 millions d'euros. Retraité de la cession Hamilton Lane réalisée au premier trimestre 2012, le résultat net part du Groupe du premier trimestre 2013 progresse de 6 millions d'euros par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

Retraité de la plus-value exceptionnelle de 60 millions d'euros suite à la cession d'une participation minoritaire aux États-Unis, le produit net bancaire baisse de 2,8% au premier trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente, notamment du fait de la saisonnalité des commissions de surperformance. Les charges progressent, quant à elles, de 2,5% sur la même période ; cette progression se limite à 1,2% en excluant les mesures fiscales et sociales votées au deuxième semestre 2012. Le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 158 millions d'euros, en baisse de 8,7% au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012 tandis que le coefficient d'exploitation est toujours compétitif à 54,9% au premier trimestre 2013 contre 55,0% en 2012 (les deux éléments étant retraités de la plus-value de cession réalisée au premier trimestre 2012).

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** continue de faire preuve d'un dynamisme soutenu depuis le début de l'année. Ainsi, les encours conservés sont en hausse de 7,3% en un an pour atteindre 2 542 milliards d'euros, tandis que les encours administrés, à 1 277 milliards d'euros, progressent de 16,0% sur la même période.

Les revenus du métier sont en recul de 7,2% entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013 sous le double effet de la pression sur les marges et des revenus de trésorerie pénalisés par la baisse des taux d'intérêts. Les charges d'exploitation sont, quant à elles, bien maîtrisées avec une progression 0,4% sur la même période. Le coefficient d'exploitation à 71,0%, quoiqu'en hausse de 5,3 points par rapport au premier trimestre 2012, reste parmi les plus bas de l'industrie. Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 34 millions d'euros, en baisse de 18,6% par rapport au premier trimestre 2012.

L'activité **Banque privée** résiste dans un contexte économique dégradé. Les encours gérés en banque privée atteignent 135 milliards d'euros au 31 mars 2013, en hausse de 4,5% par rapport à fin mars 2012 grâce à une collecte positive de 0,9 milliard d'euros et un effet marché et change favorable de 1,9 milliard d'euros.

Cette bonne progression est par ailleurs accompagnée du retour à une collecte positive sur l'ensemble des places géographiques à l'exception de l'Amérique latine après la cession d'encours non stratégiques intervenue en 2012. Ainsi, sur le périmètre France, les encours progressent de 3,9% par rapport au 31 mars 2012 à 60,9 milliards d'euros, tandis qu'à l'international, ils progressent de 5,0% sur la même période pour atteindre 74,1 milliards d'euros.

Le produit net bancaire enregistre une hausse de 4,9% par rapport au premier trimestre 2012 avec des charges d'exploitation maîtrisées (+1,3%). Ainsi, le résultat net part du Groupe s'établit à 36 millions d'euros, en progression de 7,5% par rapport au premier trimestre 2012.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 8,1 milliards d'euros au 31 mars 2013.

L'assurance-vie a connu un excellent début d'année tant en France qu'à l'international. Le chiffre d'affaires s'élève à 5,7 milliards d'euros au premier trimestre 2013 et progresse en France de 30,7% par rapport au premier trimestre de l'année précédente, progression supérieure à celle du marché¹. A l'international, il progresse de 50,4%² sur la même période. Les encours gérés en assurance-vie sont ainsi portés à 228,2 milliards d'euros, en hausse de 4,3% sur un an². La part des encours en euros s'élève à 186,2 milliards d'euros, en progression de 4,1%² sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 42,0 milliards d'euros progressent de 5,5%² sur la même période. Au premier trimestre 2013, la collecte nette s'élève à 2,2 milliards d'euros dont 1,9 milliard d'euros en France.

L'assurance dommages en France continue de faire preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par une croissance du chiffre d'affaires de 7,5% au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012, supérieure au marché qui progresse de 3,5% sur la même période¹. A fin mars 2013, le ratio sinistres sur cotisation (tous exercices et net de réassurance) est maîtrisé et s'établit à 70,5%.

L'activité en assurance emprunteurs est stable sur le trimestre et affiche un chiffre d'affaires de 220 millions d'euros contre 218 millions d'euros un an plus tôt.

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12	Variation T1/T1
Produit net bancaire	541	575	(5,9%)
Charges d'exploitation	(142)	(127)	+11,9%
Résultat brut d'exploitation	399	448	(10,9%)
Coût du risque	-	(52)	ns
Impôt	(144)	(130)	+10,8%
Résultat net de l'exercice	255	266	(4,1%)
Résultat net part du Groupe	254	264	(3,9%)

Au premier trimestre 2013, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 254 millions d'euros intégrant des charges de financement supplémentaires liées à l'opération d'optimisation de la structure du capital du Groupe dans l'environnement réglementaire Bâle 3. Les coûts relatifs à cette opération sont comptabilisés en produit net bancaire et représentent 25 millions d'euros sur le trimestre. Les charges d'exploitation augmentent de 11,9% au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012. Après retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) au premier trimestre 2012 qui bénéficiaient de la déductibilité de certaines taxes (réduction des charges de 12 millions d'euros) et la sortie de BES Vida du périmètre au deuxième trimestre 2012, les charges sont maîtrisées et stables. Au total, le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 26,3% au premier trimestre 2013.

Enfin, Crédit Agricole Assurances a poursuivi ses investissements dans l'économie française, pour environ 1,8 milliard d'euros au premier trimestre 2013 dont 700 millions d'euros en investissements innovants.

¹ Source FFSA (chiffres à fin mars 2013)

² Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Après les efforts de *deleveraging* opérés en 2012, la banque de financement et d'investissement, s'appuyant sur ses franchises de premier plan, poursuit le développement de son modèle « distribution-origination ».

Au premier trimestre 2013, le produit net bancaire* des activités pérennes s'élève à 995 millions d'euros, contre 1 304 millions l'année précédente. Cette baisse résulte pour une bonne part d'un effet de comparaison défavorable avec le premier trimestre 2012 qui avait été particulièrement élevé sur les activités de marché. Néanmoins, Crédit Agricole CIB réussit à maintenir ses positions concurrentielles.

Par ailleurs, sur la même période, en ligne avec la diminution des effectifs et des rémunérations variables, les charges diminuent, à cours constant de 4,9%. Le coût du risque sur encours de la totalité de la banque de financement et d'investissement s'établit à 28 points de base, contre 33 points de base au quatrième trimestre 2012 et 16 points de base au premier trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe* de la Banque de financement et d'investissement des activités pérennes ressort à 225 millions d'euros.

Les activités en cours d'arrêt ont, quant à elles, un impact négligeable sur la période, avec un résultat net part du Groupe qui affiche une perte de 2 millions d'euros sur le trimestre.

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T1-13*	T1-12*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	995	1 304	(23,7%)
Charges d'exploitation	(627)	(672)	(6,6%)
Résultat brut d'exploitation	368	632	(41,9%)
Coût du risque	(95)	(31)	(x3,1)
Résultat d'exploitation	273	601	(54,6%)
Sociétés mises en équivalence	34	40	(15,0%)
Gains/pertes sur autres actifs	-		ns
Résultat avant impôt	307	641	(52,2%)
Impôt	(79)	(172)	(54,4%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	3	-	ns
Résultat net	231	469	(50,8%)
Intérêts minoritaires	6	10	(46,8%)
Résultat net part du Groupe	225	459	(49,8%)

* Retraitement en 2012 : passage en IFRS 5 de CA Cheuvreux et CLSA, impacts du plan d'adaptation et des couvertures de prêts.
Retraitement T1-13 : impact des couvertures de prêts (+25 m€ en PNB) et impact IFRS 13 (en PNB) : Day 1 DVA (+250 m€) et CVA (-296 m€) ;
DVA running (+33 m€)

Le 6 mai 2013, Crédit Agricole CIB et Kepler Capital Markets ont annoncé la finalisation de l'acquisition de Crédit Agricole Cheuvreux par Kepler. Pour mémoire, l'impact financier de la cession de CA Cheuvreux s'élève à -192 millions d'euros, perte déjà comptabilisée dans le résultat 2012. Cette cession n'a généré aucun impact sur les comptes du premier trimestre 2013.

Banque de financement

(en millions d'euros)	T1-13*	T1-12*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	478	556	(14,0%)
Charges d'exploitation	(233)	(231)	1,0%
Résultat brut d'exploitation	245	325	(24,7%)
Coût du risque	(91)	(27)	(x3,4)
Résultat d'exploitation	154	298	(48,3%)
Sociétés mises en équivalence	34	40	(14,6%)
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	ns
Résultat avant impôt	188	338	(44,4%)
Impôt	(41)	(90)	(54,4%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	ns
Résultat net	147	248	(40,8%)
Intérêts minoritaires	3	5	(46,3%)
Résultat net part du Groupe	144	243	(40,7%)

* Retraitement en 2012 : impacts du plan d'adaptation et des couvertures de prêts.
Retraitement T1-13 : impact des couvertures de prêts (+25 m€ en PNB)

Après une année 2012 marquée par la réduction du portefeuille et de la liquidité, les revenus de la banque de financement sont en baisse. Ainsi, retraités de la charge des 31 millions d'euros de cessions de prêts réalisés au cours du premier trimestre 2012 et des couvertures de prêts (impact positif de 25 millions d'euros du premier trimestre 2013 contre 10 millions d'euros au premier trimestre de l'année précédente), le produit net bancaire affiche une baisse de 14% par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

Dans ce contexte contraint, les financements structurés affichent néanmoins une bonne résistance sur tous les segments. La banque commerciale réussit à maintenir ses positions dans un marché dégradé. Ainsi, Crédit Agricole CIB conserve son premier rang sur les activités de syndication en France et progresse de la troisième à la première place sur la zone Europe-Moyen-Orient Afrique et en Europe occidentale¹.

Le coût du risque affiche une hausse par rapport à un premier trimestre 2012, particulièrement faible. Il porte essentiellement sur des provisions collectives. Le coût du risque sur encours de la banque de financement ressort à 34 points de base (contre 40 points de base le trimestre précédent).

¹ Source : Thomson Financial

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T1-13*	T1-12*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	517	748	(30,9%)
Charges d'exploitation	(394)	(441)	(10,6%)
Résultat brut d'exploitation	123	307	(60,1%)
Coût du risque	(4)	(4)	(2,5%)
Résultat d'exploitation	119	303	(60,8%)
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	ns
Résultat avant impôt	119	303	(60,9%)
Impôt	(38)	(82)	(54,4%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	3	-	-
Résultat net	84	221	(61,9%)
Intérêts minoritaires	3	5	(47,2%)
Résultat net part du Groupe	81	216	(62,3%)

*Retraitement en 2012 : passage en IFRS 5 de CA Cheuvreux et CLSA et impacts du plan d'adaptation.
Retraitement T1-13 : impact IFRS 13 (en PNB) : Day 1 DVA (+250 m€) et CVA (-296 m€) ; DVA running (+33 m€)

Bien qu'en baisse face à un premier trimestre 2012 qui avait bénéficié de conditions de marché très favorables, les revenus de la banque de marché et d'investissement sont en progression de 9,8% par rapport au quatrième trimestre 2012.

Ainsi, les revenus des activités de *Fixed income* démontrent une activité soutenue, notamment sur les dérivés de taux et le primaire obligataire, alors que le pôle actions affiche une relative stabilité sur les derniers trimestres, à la suite de la mise en IFRS5 de CLSA et de Cheuvreux.

Depuis le 1er janvier 2013, Crédit Agricole CIB comptabilise le CVA (*Credit Valuation Adjustment*) et le DVA (*Debit Valuation Adjustment*) dans le contexte de la norme IFRS13. La première application de cette norme fait ressortir un impact pour le CVA à -296 millions d'euros et pour le DVA à 250 millions d'euros au 1er janvier 2013. Sur le premier trimestre, le DVA running s'élève à 33 millions d'euros. Le compte de résultat de la Banque de marché et d'investissement est retraité de ces éléments.

Par ailleurs, la prise en compte du *spread* émetteur dans la revalorisation des émissions structurées, jusqu'ici enregistrée dans le pôle de la banque de marchés et d'investissement, est désormais reportée dans le pôle « activités hors métier ».

Les risques de marché restent maintenus à un niveau bas avec une VaR maîtrisée qui s'établit au niveau faible de 10 millions d'euros au 31 mars 2013.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	54	20	x2,7
Charges d'exploitation	(43)	(81)	(47,0%)
Résultat brut d'exploitation	11	(61)	ns
Coût du risque	(18)	(12)	52,9%
Résultat d'exploitation	(7)	(73)	(90,2%)
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	ns
Résultat avant impôt	(7)	(73)	(90,2%)
Impôt	3	25	(87,1%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
Résultat net	(4)	(48)	(91,9%)
Intérêts minoritaires	(2)	(12)	(83,7%)
Résultat net part du Groupe	(2)	(36)	(94,7%)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation

En termes de revenus, la contribution des activités en cours d'arrêt continue de d'être positive. Le produit net bancaire dégagé au cours du premier trimestre ressort à 54 millions d'euros, dont 20 millions sont relatifs aux métiers reclassés en extinction dans le cadre du plan d'adaptation.

La baisse des charges est significative, en lien avec la baisse des effectifs dans les métiers desquels la Banque de financement et d'investissement s'est désengagée.

Globalement, l'impact net en résultat des activités en cours d'arrêt est négligeable sur le trimestre.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	(878)	(499)	+76,3%
Charges d'exploitation	(215)	(225)	(4,9%)
Résultat brut d'exploitation	(1 093)	(724)	+51,0%
Coût du risque	65	10	x6,2
Résultat d'exploitation	(1 028)	(714)	+44,1%
Sociétés mises en équivalence	(42)	(28)	+56,8%
Gains/pertes sur autres actifs	(2)	(6)	(70,2%)
Résultat avant impôts	(1 072)	(748)	+43,7%
Impôts	390	224	+74,6%
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	(1)	ns
Résultat net	(682)	(526)	+30,2%
Intérêts minoritaires	51	46	+8,8%
Résultat net part du Groupe	(733)	(480)	+28,4%

* 2012 retraité du rachat de dette hybride au T1-12

Le produit net bancaire du premier trimestre 2013 est marqué pour l'essentiel par l'impact négatif des spreads émetteur CACIB et contrats d'assurance UC pour un total de 361 millions d'euros, à comparer à une perte de 25 millions d'euros un an auparavant, et par la hausse du coût de la marge de liquidité. Il inclut par ailleurs le produit d'intérêts lié à la souscription par Crédit Agricole S.A. de 1,7 milliard d'euros de dette hybride émise par Crédit Agricole Assurances en décembre 2012 (25 millions d'euros par trimestre à compter du premier trimestre 2013) ainsi que la plus-value sur la cession d'un bloc de titres Bankinter pour 32 millions d'euros. Les charges d'exploitation baissent de 4,9% entre fin mars 2012 et fin mars 2013 en relation avec la baisse des effectifs au sein de l'entité sociale Crédit Agricole S.A. Enfin, le coût du risque inclut ce trimestre la reprise de la provision de 35 millions d'euros dotée dans ce pôle au quatrième trimestre 2012 au titre de la revue de la Banque d'Italie chez Cariparma.

Au total, le résultat net part du Groupe du pôle ressort à -733 millions d'euros au premier trimestre 2013, à comparer à -480 millions d'euros un an auparavant, hors gain sur le rachat de dette hybride comptabilisé au premier trimestre 2012.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 729 milliards d'euros au 31 mars 2013. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 639 milliards d'euros.

Au premier trimestre 2013, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 7 634 millions d'euros, en baisse de 14,1% par rapport au premier trimestre 2012 et en hausse de 5,3% par rapport au dernier trimestre de l'année 2012. Cette évolution provient pour partie de la baisse des revenus des métiers concernés par le plan d'adaptation, et principalement d'éléments non liés à l'activité commerciale (plus-values sur rachat de dette en impact positif pour 2012, réévaluation de dette et CVA/DVA d'impact négatif sur 2013).

Les charges présentent une baisse de 1,5% par rapport au premier trimestre 2012 et de 7,6% par rapport au trimestre précédent.

Le coût du risque est en baisse de 8,2% par rapport au premier trimestre de l'année 2012.

Le résultat net des activités arrêtées est marginal au premier trimestre 2013, alors que le premier trimestre 2012 intégrait les résultats opérationnels d'Emporiki.

Au total, le **résultat net part du Groupe** hors réévaluation de dette et CVA/DVA s'établit à 1 287 millions d'euros pour le premier trimestre 2013. En tenant compte de ces éléments de volatilité, il s'élève à 1 025 millions d'euros, soit une hausse de 18,7% par rapport au premier trimestre 2012.

(en millions d'euros)	T1-13	T1-12*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	7 634	8 887	(14,1%)
Charges d'exploitation	(4 926)	(5 002)	(1,5%)
Résultat brut d'exploitation	2 708	3 885	(30,3%)
Coût du risque	(1 179)	(1 284)	(8,2%)
Résultat d'exploitation	1 529	2 601	(41,2%)
Sociétés mises en équivalence	29	63	(53,3%)
Résultat net sur autres actifs	21	(4)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
Résultat avant impôts	1 579	2 660	(40,7%)
Impôts	(481)	(877)	(45,1%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	6	(906)	ns
Résultat net	1 104	877	+25,8%
Intérêts minoritaires	79	14	x 5,6
Résultat net part du Groupe	1 025	863	+18,7%

*T1-12 retraité du passage en IFRS5, d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le premier trimestre 2013 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Relations Presse

Anne-Sophie Gentil +33 (0)1 43 23 37 51
Charlotte de Chavagnac +33 (0)1 57 72 11 17

Relations Investisseurs +33 (0) 1 43 23 04 31

Denis Kleiber +33 (0)1 43 23 26 78
Nathalie Auzenat +33 (0)1 57 72 37 81
Sébastien Chavane +33 (0)1 57 72 23 46
Fabienne Heureux +33 (0)1 43 23 06 38
Marie-Agnès Huguenin +33 (0)1 43 23 15 99
Laurence Gascon +33 (0)1 57 72 38 63

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.